

PRÉSENTATION

La rénovation de la comptabilité nationale entreprise par l'ISEE en 1999 a permis d'établir des comptes conformément au système européen des comptes (SEC 95).

La construction de ces comptes repose sur l'actualisation des méthodes d'estimation et sur l'exploitation de nouvelles sources.

Les principaux résultats sont les agrégats macroéconomiques fondamentaux (PIB, valeur ajoutée, solde extérieur, ...) qui permettent d'avoir une lecture rapide de l'ensemble de l'économie calédonienne.

Parallèlement, l'ISEE réalise depuis 2006, dans le cadre du CEROM, les comptes économiques rapides qui donnent une estimation provisoire du PIB de l'économie calédonienne pour les années les plus récentes.

L'ISEE, en particulier le personnel du département des études économiques, remercie l'INSEE, l'ensemble des administrations de la Nouvelle-Calédonie ainsi que les services et organismes publics et privés qui ont bien voulu fournir les éléments statistiques nécessaires à la mise à jour des données.

METHODOLOGIE

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations : données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations (et les exportations du côté des emplois) sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la Balance des paiements.

Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public.

Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, n'ayant pas ou peu d'informations à ce sujet.

Dans les emplois finals, seules les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont assez bien connues. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution d'un certain nombre de données (production du BTP, évolution du nombre de constructions achevées, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est évaluée pour l'essentiel par solde.

Le PIB (produit intérieur brut) : agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- approche production : il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou de branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- approche demande : il est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks, plus les exportations, moins les importations) ;
- approche revenus : il est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte).

Les résultats présentent l'intérêt de résumer l'économie du pays pour une année donnée, sa structure ainsi que les relations économiques entre les différents agents économiques et avec l'extérieur. Ils permettent ensuite d'obtenir une étude plus complète des comptes économiques définitifs où dans un cadre comptable cohérent, satisfaisant la contrainte d'équilibre des ressources et des emplois, sont exploités de façon quasi-exhaustive un grand nombre de données économiques et sociales.

Ils peuvent ainsi servir de support à différents travaux, notamment à la réalisation des comptes économiques rapides, qui proposent des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base de ces comptes définitifs, projetés en fonction des données disponibles les plus récentes.